

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Pressions-et-extorsions-US-pour-briser-les-liens-de-l-Amerique-Latine-avec-la-Russie-et-la-Chine>

LA CAROTTE ET LE BÂTON

Pressions et extorsions US pour briser les liens de l'Amérique Latine avec la Russie et la Chine.

- Argentine - Souveraineté -
Date de mise en ligne : mardi 26 avril 2022

Description :

Pressions et extorsions US pour briser les liens de l'Amérique Latine avec la Russie et la Chine. Le département d'État des Etats-Unis a déployé un ambitieux programme de persuasion qui s'assimile à du chantage sur... Jorge Elbaum.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Au cours des deux dernières semaines, le département d'État des Etats-Unis a déployé un ambitieux programme de persuasion qui s'assimile à du chantage sur les pays du dit « hémisphère occidental », dans le but de limiter leurs liens commerciaux et de coopération avec Moscou et Pékin. Les modèles de proximité déployés en Amérique Latine et dans les Caraïbes offrent un large éventail d'alternatives allant des menaces et des sanctions à l'offre de meilleures conditions pour les exportations, de garanties pour la poursuite des transferts de fonds ou pour l'autorisation prolongée de visas.

Le 7 avril, la Russie a été suspendue du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies en raison des allégations de crimes de guerre formulées par l'Ukraine. La mesure a été prise sans aucune enquête ni investigation sur le terrain. Le 21 avril, il a été décidé de suspendre la Russie de son siège d'observateur permanent auprès de l'Organisation des États Américains (OEA). Lors du premier vote, l'Argentine a approuvé la suspension, tandis que lors du second, elle s'est abstenue. Entre ces deux votes, le Département d'État US a cherché sans succès à obtenir l'expulsion de Moscou du [Conseil de Sécurité de l'ONU](#).

Mercredi dernier, la Secrétaire au Trésor Janet Yellen a invité les ministres des finances du G20 à boycotter un discours d'Anton Siluanov, ministre des finances de Moscou. Le représentant argentin à la réunion de Washington a rejeté l'annulation et est resté à sa place avec 16 autres fonctionnaires. Les trois seuls représentants qui ont quitté les délibérations sont Mme Yellen elle-même et les ministres du Canada et du Royaume-Uni. Lors de la conférence de presse, Mme Yellen a justifié le succès limité du boycott proposé : « Pour retirer à un pays toute participation, il faut vraiment un niveau d'accord très élevé dans de nombreux forums, y compris le G20, et ce niveau d'accord n'a pas été atteint.

L'offensive des sanctions, boycotts et blocus est directement liée à l'objectif d'affaiblir tout pays qui défend sa souveraineté contre les règles imposées par les Etats-Unis, et/ou qui cherche à articuler des blocs commerciaux alternatifs à celui configuré par l'atlantisme. C'est la cause géopolitique qui a stimulé le conflit ancestral entre les secteurs nationalistes ukrainiens et les Russes : il s'agissait d'empêcher la constitution d'un axe géopolitique continental eurasiatique, capable de relier l'Europe occidentale à l'Asie du Sud-Est, en plaçant Moscou comme nexus entre les deux continents. Une fois en guerre - et précédemment stimulée - le chef du Trésor des Etats-Unis a établi les prochaines étapes : « Le produit des ventes de pétrole et de gaz est une importante source de revenus pour la Russie. Il serait très utile de chercher des moyens de réduire ces revenus ».

L'offensive de Washington est liée à l'échec surprenant de ses sanctions : bien que la Russie ait été coupée du système SWIFT et que ses réserves étrangères aient été gelées, la valeur du rouble s'est stabilisée à des valeurs similaires à celles d'avant l'intervention militaire ; le gaz, le pétrole et le charbon russes continuent d'être expédiés vers l'Europe occidentale ; et la Banque Centrale continue d'augmenter ses réserves internationales. Au cours de la semaine dernière, s'y est ajouté 1,7 milliard de dollars, pour atteindre 611,1 milliards. C'est la raison pour laquelle, le 13 avril, JenPsaki, porte-parole de la Maison Blanche, a annoncé une demande d'exclusion de Vladimir Poutine du prochain sommet du G20, qui se tiendra les 15 et 16 novembre à Bali. Pour renforcer la pression, la Secrétaire au Trésor a tenu une réunion mardi dernier avec le ministre des finances de la République d'Indonésie, Sri MulyaniIndrawati, à qui elle a demandé de retirer le président russe de la liste des invités pour le mois de novembre.

L'attaque du département d'État vise principalement l'Amérique Latine et les Caraïbes (ALC). À la mi-avril, des responsables proches d'Anthony Blinken ont contacté l'ambassadeur d'Argentine à Washington pour l'inciter à interroger Poutine devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies. La décision de soutenir la proposition de suspendre la Russie de cette institution a été prise par Alberto Fernández, Gustavo Béliz et Santiago Cafiero après les intimidations insinuées en relation avec la continuité des accords avec le Fonds monétaire international.

Chantage diplomatique

Une charge similaire a été observée au cours des deux dernières semaines contre le gouvernement mexicain, qui a été mis en cause par Washington pour sa neutralité à l'égard de l'intervention militaire russe. L'irritation de l'administration Biden à l'encontre d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) s'est exprimée par rapport à la nationalisation du lithium -approuvée la semaine dernière par le Parlement- et à l'approbation de la loi sur l'industrie électrique, avalisée par la Cour Suprême de Justice. Une semaine avant ces arrêts, l'ancien chef du Département d'État de Barack Obama et actuel chef de l'agence pour le climat de la Maison Blanche, John Kerry, a averti que la nouvelle législation sur l'électricité engendrerait des « dommages environnementaux » et que son application entraînerait l'exclusion des entreprises étasuniennes investissant au Mexique. [AMLO](#) a rapporté - après sa rencontre avec Kerry - que Washington avait l'intention « d'imposer un groupe pour nous surveiller, pour observer les [débats sur la réglementation de l'électricité](#). Personne ne le permet. Peut-être en d'autres temps, avec des gouvernements soumis, qui font cadeau, mais on n'est plus au temps passé ».

Le mécontentement suscité par la nouvelle réglementation en matière d'électricité s'ajoute au danger - évoqué par des responsables étasuniens - d'une utilisation potentielle du lithium mexicain par des entreprises chinoises. La nationalisation du minerai a été approuvée mardi dernier après que son prix international a augmenté de 400 % l'année dernière. Le lithium est l'un des principaux composants des batteries nécessaires à la fabrication des véhicules électriques. L'entreprise automobile Tesla - détenue par le méga-milliardaire Elon Musk - semble être l'un des moteurs de la pression diplomatique et coercitive visant à garantir cet apport et à empêcher ces ressources de renforcer la concurrence des voitures produites par Pékin.

La production de ce minéral devrait augmenter de 500 % d'ici 2050 pour pouvoir faire face à la reconversion de la production destinée à l'industrie automobile. L'US Geological Survey chiffre les avoirs de son voisin à 1,7 million de tonnes, soit 2,3 % des réserves mondiales. Le leader est la [Bolivie, avec 21 millions](#) , et en deuxième position l'Argentine, avec 19 millions. Le 24 juillet 2020, [Musk](#) a répondu à une accusation selon laquelle il était impliqué dans le coup d'État contre Evo Morales, promu et soutenu par le Département d'État : « Nous renverserons qui nous voulons ». Selon Kenneth Smith, un consultant de l'ambassade, Washington et Ottawa pourraient contester la nationalisation du lithium au Mexique car elle viole certains des accords conclus dans le cadre du T-MEC (accord de libre-échange signé par le Canada, le Mexique et les États-Unis). La question sous-jacente est la crainte que la Chine puisse avoir accès à une partie de cette chaîne de valeur, ou acheter la production directement à l'État.

L'offensive n'est pas seulement contre le Mexique ou l'Argentine. La Maison Blanche a ouvertement rejeté la neutralité des [BRICS](#) (alliance économique et politique composée du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud) par rapport à l'intervention militaire en Ukraine. Toutefois, mardi dernier, le ministre de l'économie de Jair Bolsonaro, Paulo Guedes, a répondu au département d'État en annonçant qu'il proposera la candidature de l'Argentine pour rejoindre la Nouvelle Banque de Développement du groupe des BRICS. L'assaut de l'administration Biden a également été contrecarré au Panama, où Antony Blinken et Alejandro Mayorkas, secrétaires d'État et à la sécurité intérieure, étaient présents. Cette visite avait pour but de faire pression pour obtenir une sorte de restriction sur la navigation chinoise ou russe par le canal, mais leurs demandes n'ont pas été satisfaites. Dans le cas du Honduras, malgré la résistance du gouvernement de Xiomara Castro, la dépendance financière vis-à-vis des envois de fonds des membres de la famille vivant aux États-Unis a imposé un alignement sur la situation en Ukraine.

Le Venezuela est paradoxalement l'un des plus favorisés. Compte tenu de la souveraineté acquise par ce pays depuis 1999, Biden manque de mécanismes d'extorsion (politiques, commerciaux ou militaires), tout en l'implorant de déverser des barils de pétrole sur le marché international afin d'éviter la [spirale inflationniste](#) mondiale. La même chose a été tentée avec l'Arabie Saoudite, à qui l'on a demandé d'augmenter la production de pétrole afin de faire baisser le prix du pétrole et de compromettre ainsi l'extraction des ressources par Moscou. Le royaume a toutefois refusé d'augmenter la production.

Pressions et extorsions US pour briser les liens de l'Amérique Latine avec la Russie et la Chine.

Dans le cas de Cuba, la situation est ambivalente. Pour la première fois depuis 2018, le 21 avril, des réunions ont eu lieu entre des responsables des Etats-Unis et cubains pour donner une continuité aux accords migratoires qui n'ont pas été respectés par les autorités de Washington au cours des quatre dernières années. Ces réunions accordées par l'administration Biden visent à réduire le niveau de confrontation avec l'Amérique Latine et les Caraïbes - tout en continuant à extorquer - afin de redonner la priorité à ce que les *groupes de réflexion* démocrates appellent « l'urgence eurasiennne ». Cependant, les sanctions contre Poutine semblent avoir plus d'impact sur ses partenaires que sur Moscou : début février, un cargo avec un don de 19 526 tonnes de blé pour La Havane a quitté la Russie. L'ambassadeur russe à La Havane, Andrei Guskov, a expliqué que ce retard était dû à la déconnexion de plusieurs banques russes du système SWIFT, ce qui a empêché le paiement de la cargaison.

Le seul pays qui ne semble pas avoir de tels problèmes est la Colombie, le seul qui suit à la lettre les recommandations de Washington. Alors qu'Iván Duque continue de ne donner aucune explication aux [massacres](#) quotidiens de leaders sociaux et de paysans, les membres de son gouvernement souscrivent automatiquement à toutes les mesures et discours demandés par la Maison Blanche. Jeudi, la porte-parole du ministère russe des Affaires Etrangères, Maria Sakharova, a déclaré dans un communiqué que « nous prenons note des déclarations du président colombien sur les relations russo-colombiennes. Nous regrettons qu'il les ait faites dans l'esprit de la rhétorique négative imposée aux autres pays par le gouvernement US ».

L'offensive contre la Chine - promue par Washington - comprend des carottes et des présages : on dit aux gouvernements d'Amérique Latine et des Caraïbes qu'à l'avenir, ils seront en mesure de remplacer des segments des chaînes d'approvisionnement actuellement contrôlés par la Chine, annonçant ainsi une nouvelle phase de délocalisation ([nearshoring](#)) qui stimuleraient la croissance du sous-continent, s'ils sont en mesure d'offrir de petits marchés intérieurs et de faibles salaires.

Le modèle promu par l'administration Biden est celui d'une fragmentation permanente de l'économie mondiale, avec deux circuits alternatifs de commerce et de coopération internationale basés sur des blocs géopolitiques. Pour atteindre cet objectif, il devra s'efforcer de couper des liens solides tout en empêchant l'Eurasie d'échapper à l'*apartheid* imposé.

Peu avant sa mort, le romancier Henry Miller a exprimé un doute qui a beaucoup préoccupé les analystes internationaux : « Mon seul doute est de savoir si les États-Unis vont mettre fin au monde, ou si le monde va mettre fin aux États-Unis ».

Jorge Elbaum* pour [El cohete a la luna](#)

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 24 avril 2022.

[Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora* par : Estelle et Carlos Debiasi

Post-scriptum :

***Jorge Elbaum** est sociologue, Docteur dans Sciences. Économiques. Président du « [Llamamiento Argentino Judío](#) ».